

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**LAZARD FRERES BANQUE**

Société anonyme au capital de 50 000 000 euros  
Siège social : 175 Boulevard Haussmann 75008 PARIS  
334 961 745 R.C.S. Paris

**COMPTES SOCIAUX au 31 décembre 2025****I - BILAN AU 31/12/2025****A. Bilan Actif**

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP</b>	2.1	<b>479 522</b>	<b>610 351</b>
<b>EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>	2.4, 2.6	<b>21 208</b>	<b>23 935</b>
<b>CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	2.2.1	<b>24 722</b>	<b>23 652</b>
- A vue		8 578	7 457
- A terme		16 144	16 195
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>	2.3.1, 2.6	<b>133 690</b>	<b>99 093</b>
- Autres concours à la clientèle		99 700	76 294
- Comptes ordinaires débiteurs		33 990	22 799
<b>OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE</b>	2.4, 2.6	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	2.4, 2.6	<b>892</b>	<b>2 183</b>
<b>PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS A LONG TERME</b>	2.4, 2.5, 2.6	<b>315</b>	<b>405</b>
<b>PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>	2.4, 2.5	<b>3 478</b>	<b>3 666</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	2.5	<b>2 672</b>	<b>3 084</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	2.5	<b>2 054</b>	<b>2 469</b>
<b>AUTRES ACTIFS</b>	2.7	<b>35 177</b>	<b>22 311</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	2.8	<b>31 321</b>	<b>26 518</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>735 051</b>	<b>817 667</b>

**B. Bilan Passif**

<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILÉES</b>		<b>87 450</b>	<b>122 584</b>
- Banques centrales, C.C.P.	2.1	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	2.2.2	87 450	122 584
- A vue		87 450	122 584
- A terme		0	0
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>	2.3.3	<b>477 786</b>	<b>547 254</b>
- Comptes d'épargne à régime spécial		50 669	45 553
- A vue		50 669	45 553
- A terme		0	0
- Autres dettes		427 117	501 701
- A vue		423 238	498 353
- A terme		3 879	3 348
<b>DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>	2.9	<b>55 147</b>	<b>3 512</b>
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		55 147	3 512
<b>AUTRES PASSIFS</b>	2.7	<b>36 610</b>	<b>50 082</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	2.8	<b>10 060</b>	<b>21 485</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	2.10	<b>2 638</b>	<b>2 302</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>		<b>65 360</b>	<b>70 448</b>
- Capital souscrit	2.12	50 000	50 000
- Prime d'émission	2.12	0	0
- Réserves	2.12	5 000	5 000
- Provisions réglementées	2.11, 2.12	0	0
- Report à nouveau (+ / -)	2.12	218	283
- Résultat de l'exercice (+ / -)	2.12	28 723	92 837
- Acompte sur dividendes	2.12	-18 581	-77 672
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>735 051</b>	<b>817 667</b>

**C. Hors-Bilan au 31/12/2025**

<b>HORS-BILAN</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>			
Engagements de financement :			
Engagements en faveur de la clientèle		8 840	16 113
Engagements de garantie :			
Engagements d'ordre de la clientèle		33 108	40 042
Engagements envers les fonds de garantie des dépôts et de résolution		777	848
Engagements sur titres :			
Autres engagements donnés		0	0
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>			
Engagements de financement :			
Engagements reçus d'établissements de crédit		7 500	7 500
Engagements de garantie :			
Engagements reçus d'établissements de crédit		0	0
Engagements reçus de la clientèle en garantie des crédits octroyés		88 333	77 831
Engagements reçus des entreprises liées		3 103	11 318
Engagements sur titres :			
Autres engagements reçus		0	0

**II - COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2025**

<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS</b>		<b>13 251</b>	<b>20 011</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		11 834	17 049
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		1 417	2 962
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
<b>INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES</b>		<b>-380</b>	<b>-245</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		-43	-45
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		-123	-115
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe		-214	-85
<b>REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	2.15	<b>4</b>	<b>3</b>
<b>COMMISSIONS (produits)</b>	2.16	<b>23 704</b>	<b>22 369</b>
<b>COMMISSIONS (charges)</b>	2.16	<b>-6 413</b>	<b>-10 018</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION</b>		<b>4 784</b>	<b>4 568</b>
Gains ou pertes sur opérations sur titres de transaction		963	1 151
Gains ou pertes sur opérations de change		3 855	3 428
Gains ou pertes sur opérations sur instruments financiers		-34	-11
<b>GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS</b>	2.17	<b>192</b>	<b>6 489</b>
<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	2.18	<b>74 645</b>	<b>65 188</b>
<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	2.19	<b>15</b>	<b>43</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>109 802</b>	<b>108 408</b>
<b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>		<b>-70 188</b>	<b>-69 358</b>
Frais de personnel	2.20	-35 641	-35 578
Autres frais administratifs	2.21	-34 555	-34 081
Dotations aux provisions pour charges	2.22	0	-11
Reprise de provisions pour charges d'exploitation	2.22	8	312
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	2.5	<b>-1 578</b>	<b>-2 225</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>38 036</b>	<b>36 825</b>
<b>COÛT DU RISQUE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>38 036</b>	<b>36 825</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS</b>	2.23	<b>0</b>	<b>3</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>		<b>38 036</b>	<b>36 828</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	2.24	<b>0</b>	<b>88 368</b>
<b>IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>		<b>-9 313</b>	<b>-32 359</b>
<b>DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>	2.11	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>28 723</b>	<b>92 837</b>

### III - ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

#### 1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### 1.1. Principes généraux

Les comptes annuels de LAZARD FRERES BANQUE sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, modifié par le règlement ANC n° 2023-03, d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, qui a fait évoluer différents règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Cette nouvelle réglementation a pour effet notamment :

- la suppression de la technique du transfert de charge,
- la modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers,
- l'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe.

Selon les règles françaises, un changement de réglementation comptable est qualifié de changement de méthode comptable.

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-03 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06, les évolutions de présentation introduites dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été appliquées de manière prospective.

Les impacts liés à l'application de ces nouvelles méthodes de comptabilisation et de présentation au sein des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont les suivants :

- Les produits relatifs aux allocations de charges à la Société en Participation dont est membre Lazard Frères Banque en vue de leur mise en commun, antérieurement enregistrés comptablement comme transferts de charges au sein du poste « autres produits divers d'exploitation » seront désormais enregistrés en « autres produits » au sein du même poste (2025 : 47.338 milliers d'euros ; 2024 : 43.527 milliers d'euros).
- Certaines charges anciennement présentées en résultat exceptionnel ont été réintégrées dans les charges d'exploitation. Il s'agit principalement des régularisations liées au coefficient de déduction de la TVA.

##### 1.2. Faits significatifs de l'exercice et événements post-clôture

Lazard Frères Banque n'a enregistré aucun fait marquant au cours de l'exercice 2025.

L'opération militaire américano-israélienne lancée le 28 février 2026 contre l'Iran entraîne, entre autres, une perturbation sur le marché du pétrole, comme sur les marchés financiers, dont les effets globaux sont difficilement quantifiables à date, vu l'incertitude sur la durée et l'ampleur du conflit. Lazard Frères Banque surveille l'évolution de la situation qui, à ce stade, ne remet pas en cause le scénario central de pilotage de ses activités et de ses risques. En outre, pour Lazard Frères Banque, les expositions financières au Moyen-Orient sont inexistantes.

##### 1.3. Conversion des opérations en devises

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan, libellés en devise sont, conformément à l'article 2722-1 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, convertis aux cours de marché en vigueur à la date d'établissement des comptes annuels.

Les produits et charges effectivement perçus ou payés en devises sont convertis en euros au cours de cession ou d'acquisition de ces devises.

##### 1.4. Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

Les créances sur la clientèle sont classées en créances douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré au sens de l'article 2211-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Un risque de crédit est avéré lorsque le recouvrement de ces créances est devenu incertain, ou que celles-ci présentent des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois concernant les crédits immobiliers). Le classement s'effectue en application du principe de contagion.

Les créances douteuses font l'objet individuellement de provisions pour dépréciation, par dotation au compte de résultat, destinées à traduire l'amoiendissement de la valeur des créances concernées.

Lorsque les créances douteuses figurent dans cette catégorie comptable depuis plus d'un an, ou qu'une échéance du terme a été prononcée, il est procédé à un transfert de celles-ci en encours douteux compromis. Les intérêts ne sont dès lors plus comptabilisés.

Les encours douteux compromis sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte lorsque le caractère irrécouvrable de ceux-ci est confirmé.

Les comptes séquestres constitués sur des opérations de retrait de la cote ou au titre des droits à indemnisation de porteurs de titres sur opérations d'attribution ou d'échange, ainsi que les provisions pour coupons et chèques dividendes à payer constitués par des émetteurs sont classés dans les autres sommes dues à la clientèle.

### **1.5. Portefeuille Titres**

Les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables et les valeurs mobilières sont, conformément aux dispositions du Livre II Titre 3 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, classés en titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, titres de participation ou parts dans les entreprises liées et répartis selon qu'il s'agit d'effets publics et valeurs assimilées, d'obligations et autres valeurs à revenu fixe ou d'actions et autres titres à revenu variable.

### **1.6. Titres de transaction**

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils suivent les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en perte.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus et frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable au prix de marché le plus récent et les variations de valeur positives et négatives sont directement portées au compte de résultat.

### **1.7. Titres de placement**

Sont classés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du Titre 3 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Le prix de revient des titres de placement est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais et coupon couru sur achat éventuels. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Seules les moins-values latentes, calculées ligne par ligne, sont portées au compte de résultat, sous la forme de dotation aux provisions pour dépréciation. En outre, les gains latents provenant des couvertures prenant la forme d'achat ou de vente d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **1.8. Titres d'investissement**

Sont classés en titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. Cette intention s'appuie sur la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à l'échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause cette intention initiale de détention jusqu'à l'échéance.

Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais d'achat. L'écart entre le prix d'entrée et la valeur d'acquisition (surcote ou décote) est rapporté au compte de résultat sur la durée résiduelle des titres concernés selon la méthode actuarielle.

Lorsque la situation financière des émetteurs le justifie, une provision pour dépréciation est constituée.

### **1.9. Titres de l'activité de portefeuille**

Sont classés en titres de l'activité de portefeuille, les actions et autres titres à revenu variable acquis en vue d'en retirer à moyen terme un gain en capital, sans exercer une influence notable dans la gestion opérationnelle des sociétés émettrices.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne donnent lieu à une provision pour dépréciation, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

### **1.10. Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Ces deux catégories rassemblent des actions et autres titres à revenu variable acquis dans l'intention de les détenir durablement et permettant d'exercer une influence sur les sociétés émettrices des titres ou d'en assurer le contrôle. Les parts dans les entreprises liées regroupent spécifiquement les sociétés consolidées par intégration globale.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne ne donnent lieu à une provision pour dépréciation que dans la mesure où elles revêtent un caractère irréversible, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

**1.11. Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées, conformément au règlement CRC 04-06, à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles sont amorties conformément au règlement CRC 02-10 sur leur durée probable d'utilisation.

**1.12. Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour charge de personnel couvrent principalement des engagements futurs de rémunération.

**1.13. Instruments financiers à terme**

Les opérations de change à terme ne sont pas conclues à titre de couverture et, conformément à l'article 2722-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, leur évaluation de fin de mois est faite sur la base du cours à terme applicable à la durée restant à courir de la devise concernée.

Les charges et produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêts qualifiés de couverture sont comptabilisés prorata temporis, pour leur montant net déterminé pour chaque contrat.

Les charges et produits relatifs aux autres contrats suivent le même principe de comptabilisation, mais chaque position ouverte est, en outre, évaluée à son prix de marché et les pertes latentes éventuellement constatées font l'objet d'un provisionnement. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

Les positions ouvertes sont déterminées opération par opération sauf en ce qui concerne les contrats d'échange de taux d'intérêts où elles sont constituées sur la base d'ensembles homogènes tels que définis par le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des normes comptables.

**1.14. Autres produits et charges d'exploitation bancaire**

Conformément à l'article 1123-2 postes 12 et 13 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables et à l'instruction n° 2000-11 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les charges refacturées et les produits rétrocédés sont compris dans les autres produits et charges d'exploitation bancaire, à l'exception des produits et charges ayant la nature de commissions, qui sont affectés dans les postes dédiés.

**1.15. Participation des salariés**

Dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, la banque constitue chaque année une provision (3 763 milliers d'euros au 31 décembre 2025). Son montant est pris en charge dans l'exercice de référence. Les salariés ont la possibilité d'affecter tout ou partie de la somme qui leur est attribuée à un compte bloqué individuel dans les livres de Lazard Frères Banque au cours de l'exercice suivant. Un montant de 780 milliers d'euros a par ailleurs été comptabilisé dans le compte de réserve spéciale de participation, correspondant à l'excédent de participation constaté lors de la distribution de mai 2025 au titre de la participation 2024.

**1.16. Engagements de retraite**

Dans un accord signé en date du 13 septembre 1993 entre l'Association Française des Banques et les principales organisations syndicales, il a été mis fin à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994 au régime de retraite spécifique de la profession, les établissements bancaires adhérant aux régimes généraux ARRCO et AGIRC.

Cet accord prévoit le paiement par les anciennes caisses de retraite de compléments de pensions pour les droits acquis par le personnel au 31 décembre 1993. Le financement de ces compléments est assuré par des cotisations à la charge de la banque qui ne pouvaient pas dépasser annuellement aux termes de l'accord, 4 % de la masse salariale servant d'assiette aux cotisations ARRCO et AGIRC sur les 10 années futures.

Au titre de la période allant du 01/01/2025 au 31/12/2025, aucune charge spécifique n'a été comptabilisée à ce titre. Cet engagement fera néanmoins l'objet d'appels de cotisation futurs si l'évolution des dépenses devait aboutir à adapter les recettes des organismes de retraite gérant l'engagement de la banque.

Aucune provision pour pensions, indemnités ou plans de retraite n'est constituée dans les comptes 2025.

**1.17. Autres engagements – personnel en activité**

Dans le cadre de la Convention Collective du Personnel des Banques, la banque verse aux salariés partant en retraite après l'âge de 60 ans une indemnité comptabilisée en charge dans l'année du versement. Les engagements au titre de ces indemnités représentaient au 31/12/2025 un montant d'environ 1 328 milliers d'euros (charges sociales incluses). Il faut cependant rappeler que ces indemnités ne seront versées qu'aux personnes qui seront encore dans la société lorsqu'elles feront valoir leurs droits à la retraite.

**1.18. Intérêts et commissions**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

**1.19. Intégration fiscale**

Lazard Frères Banque est depuis l'exercice 2001 membre d'un groupe d'intégration fiscale ayant pour société mère la Compagnie Financière Lazard Frères. Cela n'a pas eu d'incidence significative sur le montant d'impôt sur les sociétés constaté dans les comptes au 31/12/2025 de la banque.

## 2. Annexe : Notes complémentaires

### 2.1. Caisse, Banques Centrales, C.C.P.

ACTIF (en milliers d'euros)	2025			2024		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Caisse	460	50	510	401	50	451
Comptes ordinaires débiteurs	478 986	0	478 986	609 849	0	609 849
Comptes et prêts	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	26	0	26	51	0	51
Caisse, Banques centrales, C. C. P.	479 472	50	479 522	610 301	50	610 351

PASSIF (en milliers d'euros)	2025			2024		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les Banques centrales	0	0	0	0	0	0

### 2.2. Créances et dettes sur les établissements de crédit

#### 2.2.1. Créances sur les établissements de crédit

ACTIF (en milliers d'euros)	2025			2024		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires débiteurs	5 826	2 752	8 578	5 330	2 127	7 457
dont part dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts	16 000	0	16 000	16 000	0	16 000
dont part dans les entreprises liées	16 000	0	16 000	16 000	0	16 000
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	16 000	0	16 000	16 000	0	16 000
Créances rattachées	144	0	144	195	0	195
Créances sur les établissements de crédit	21 970	2 752	24 722	21 525	2 127	23 652

#### 2.2.2. Dettes envers les établissements de crédit

PASSIF (en milliers d'euros)	2025			2024		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires créditeurs	87 368	82	87 450	122 584	0	122 584
dont part dans les entreprises liées	87 225	0	87 225	112 393	0	112 393
Comptes et emprunts	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	87 368	82	87 450	122 584	0	122 584

**2.3. Opérations avec la clientèle****2.3.1. Opérations avec la clientèle : Actif**

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>			<b>2024</b>		
	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>96 523</b>	<b>3 177</b>	<b>99 700</b>	<b>64 806</b>	<b>11 488</b>	<b>76 294</b>
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	4 357	817	5 174	12 094	0	12 094
- comprise entre 3 mois et 1 an	8 412	2 285	10 697	21 671	5 451	27 122
- comprise entre 1 an et 5 ans	83 109	0	83 109	30 425	5 867	36 292
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
- à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	645	75	720	616	170	786
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
<b>Autres crédits à la clientèle</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
- à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>33 799</b>	<b>191</b>	<b>33 990</b>	<b>22 622</b>	<b>177</b>	<b>22 799</b>
OPCVM	3 199	158	3 357	3 190	177	3 367
Sociétés	12 386	19	12 405	9 415	0	9 415
Particuliers	12 211	14	12 225	9 421	0	9 421
Entreprises d'assurance	4 630	0	4 630	398	0	398
Divers	1 201	0	1 201	0	0	0
Créances rattachées	172	0	172	198	0	198
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Prêts subordonnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>130 322</b>	<b>3 368</b>	<b>133 690</b>	<b>87 428</b>	<b>11 665</b>	<b>99 093</b>

**2.3.2. Détail des créances douteuses**

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>			<b>2024</b>		
	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses compromises	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0	0	0
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**2.3.3. Opérations avec la clientèle passif**

<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>			<b>2024</b>		
	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>	<b>Euros</b>	<b>Devises</b>	<b>Total</b>
<b>Clientèle à vue</b>	<b>358 625</b>	<b>61 755</b>	<b>420 380</b>	<b>395 004</b>	<b>86 317</b>	<b>481 321</b>
OPCVM	19 481	12 249	31 730	10 880	11 311	22 191
Sociétés	224 964	38 162	263 126	232 198	66 545	298 743
Particuliers	76 990	10 952	87 942	106 767	8 077	114 844
Entreprises d'assurances	35 727	382	36 110	38 521	379	38 900
Divers	1 462	10	1 472	6 638	5	6 643
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
<b>Autres sommes dues à la clientèle</b>	<b>2 699</b>	<b>159</b>	<b>2 858</b>	<b>16 795</b>	<b>237</b>	<b>17 032</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>50 669</b>	<b>0</b>	<b>50 669</b>	<b>45 553</b>	<b>0</b>	<b>45 553</b>
<b>Clientèle à terme</b>	<b>3 879</b>	<b>0</b>	<b>3 879</b>	<b>3 348</b>	<b>0</b>	<b>3 348</b>
Sociétés	0	0	0	0	0	0
Particuliers	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	496	0	496	957	0	957
- comprise entre 1 an et 5 ans	3 307	0	3 307	2 326	0	2 326
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	76	0	76	65	0	65
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>415 872</b>	<b>61 914</b>	<b>477 786</b>	<b>460 700</b>	<b>86 554</b>	<b>547 254</b>

**2.4. Portefeuilles titres****2.4.1. Portefeuilles titres année 2025****Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles**

<b>Au 31/12/2025</b> (en milliers d'euros)	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur d'acquisition (a)</b>	<b>Valeur de remboursement (a)</b>	<b>Valeur estimée</b>	<b>Plus-values latentes</b>	<b>Moins-values provisionnées</b>	<b>Moins-values couvertes</b>
<b><u>Effets publics et valeurs assimilées</u></b>							
- Transaction :							
Bons du trésor	21 208	21 089	21 277	21 208	0	0	0
	<b>21 208</b>						
<b><u>Actions et autres titres à revenu variable</u></b>							
- Placement :							
Autres OPCVM							
- Français	668	668	0	695	27	0	0
Titres non cotés	183	303	0	309	126	120	0
- Activité de portefeuille :							
Autres OPCVM							
- Français	40	41	0	40	0	1	0
	<b>892</b>						
<b><u>Participations et autres titres détenus à long terme</u></b>							
Titres non cotés	315	315	0	315	0	0	0
Créances rattachées	0						
	<b>315</b>						
<b><u>Parts dans les entreprises liées</u></b>							
Titres non cotés	3 478	3 478	0	3 478	0	0	0
Créances rattachées	0						
	<b>3 478</b>						

(a) La surcote ou décote à l'achat représente pour les titres de placement et d'investissement, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d'investissement vendus durant l'exercice 2025 avant l'échéance : 0

Les moins-values nettes de couverture sur les titres en portefeuille au 31/12/2025 s'élèvent à 0 milliers d'euros.

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Billets du Trésor américain	21 208	0	0	0	21 208

## 2.4.2. Portefeuilles titres année 2024

### Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles

Au 31/12/2024 (en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Valeur d'acquisition (a)	Valeur de remboursement (a)	Valeur estimée	Plus-values latentes	Moins-values provisionnées	Moins-values couvertes
<b>Effets publics et valeurs assimilées</b>							
- Transaction :							
Bons du trésor	23 935	23 820	24 064	23 935	0	0	0
	<b>23 935</b>						
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>							
- Placement :							
Autres OPCVM							
- Français	1 956	1 959	0	2 084	128	3	0
Titres cotés	2	2	0	6	4	0	0
Titres non cotés	184	303	0	268	84	120	0
- Activité de portefeuille :							
Autres OPCVM							
- Français	41	41	0	41	0	0	0
- Etranger	0	0	0	0	0	0	0
	<b>2 183</b>						
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>							
Titres non cotés	405	405	0	405	0	0	0
Créances rattachées	0						
	<b>405</b>						
<b>Parts dans les entreprises liées</b>							
Titres non cotés	3 666	3 666	0	3 666	0	0	0
Créances rattachées	0						
	<b>3 666</b>						

(a) La surcote ou décote à l'achat représente pour les titres de placement et d'investissement, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d'investissement vendus durant l'exercice 2024 avant l'échéance : 0

Les moins-values nettes de couverture sur les titres en portefeuille au 31/12/2024 s'élèvent à 0 milliers d'euros.

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Billets du Trésor américain	23 935	0	0	0	23 935

### 2.4.3. Informations relatives aux filiales et participations

Tableau des Filiales et participations au 31/12/2025

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part de détention directe (en %)	Valeur comptable brute des titres	Valeur comptable nette des titres	Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
<b>A – Renseignements détaillés concernant les :</b> Titres de filiales dont le % de détention est > 50 % - la valeur brute des titres de chaque société excède 1 % du capital de LFB NEANT Titres de participations dont le % de détention est entre 10 % et 50 % - la valeur brute des titres de chaque société excède 1 % du capital de LFB NEANT										
<b>B – Renseignements globaux concernant les :</b> Titres de filiales dont le % de détention est > 50 % - la valeur brute des titres de chaque société n'excède pas 1 % du capital de LFB FILIALES FRANCAISES SCI 10 avenue Percier Titres de participations dont le % de détention est entre 10 % et 50 % - la valeur brute des titres de chaque société n'excède pas 1 % du capital de LFB NEANT				151	151	3 327	0		186	

### 2.4.4. Liste des filiales et participations

Listes des filiales et participations (en milliers d'euros)	Siège	Quote-part du capital en%	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
<b>Parts SCI 10 Avenue Percier Parts</b>	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	99.00	-3 409	186
<b>Sociétés Civile EPL</b>	12 Avenue Percier - 75008 Paris	0.08	15	0

#### Eléments concernant les filiales et les participations

Poste du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat (en milliers d'euros)	Filiales	Participations
<b>Participations et autres titres détenus à long terme</b>	0	0
<b>Parts dans les entreprises liées</b>	3 478	0
<b>Opérations avec la clientèle - passif</b>	26	15

A compter de l'exercice clos le 31 décembre 2016, en conformité avec les dispositions de l'article L. 233-17 1° du Code de Commerce, Lazard Frères Banque n'établit plus de comptes consolidés.

Sa filiale, la société SCI du 10 avenue Percier est consolidée par la Compagnie Financière Lazard Frères selon la méthode de l'intégration globale.

### 2.5. Actifs immobilisés

#### 2.5.1. Immobilisations financières

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	IMMOBILISATIONS FINANCIERES 2025				PROVISIONS 2025				NET 31/12/2025
	Montant Brut au 31/12/2024	Mouvements 2025		Montant Brut au 31/12/2025	Stock au 31/12/2024	Mouvements 2025		Stock au 31/12/2025	
		Entrées	Sorties			Dotations	Reprises		
Participations et autres titres détenus à long terme	405	0	90	315	0	0	0	0	315
Parts dans les entreprises liées	3 666	0	188	3 478	0	0	0	0	3 478

**2.5.2. Immobilisations incorporelles et corporelles**

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	IMMOBILISATIONS 2025				AMORTISSEMENTS 2025					NET 31/12/2025
	Montant Brut au 31/12/2024	Mouvements 2025		Montant Brut au 31/12/2025	Stock au 31/12/2024	Dotations 2025		s/ Immob. sorties	Stock au 31/12/2025	
		Entrées	Sorties			Dégressif	Linéaire			
Immobilisations incorporelles	5 648	1 471	1505	5 614	2 564	0	911	533	2 942	2 672
dont Immobilisations en cours	565	431	973	23	0	0	0	0	0	23
Immobilisations corporelles	5 912	253	333	5 832	3 443	0	667	332	3 778	2 054
dont Terrain	333	0	0	333	0	0	0	0	0	333
dont Construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Agencements Immeuble	1 433	51	0	1 484	875	0	119	0	994	490
dont Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

**2.6. Tableau des provisions sur risques de contrepartie**

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	PROVISIONS 2025				
	Stock au 31/12/2024	Mouvements 2025			Stock au 31/12/2025
		Dotations	Ecart de change	Reprises	
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>	123	1	0	3	121

**2.7. Ventilation des autres actifs et passifs**

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Opérations sur titres et opérations diverses</b>		
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	18 512	7 092
Impôts et taxes	6 708	4 969
Société en participation – compte courant	819	3 032
Créances d'intégration fiscale	2 782	0
Débiteurs divers	6 356	7 218
<b>Ventilation des autres Actifs</b>	<b>35 177</b>	<b>22 311</b>
<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Opérations sur titres et opérations diverses</b>		
Impôts et taxes	5 306	5 092
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	21 842	10 730
Dettes d'intégration fiscale	0	23 105
Créditeurs divers	9 462	11 155
<b>Ventilation des autres Passifs</b>	<b>36 610</b>	<b>50 082</b>

**2.8. Ventilation par catégories d'opérations des comptes de régularisation**

<b>Actif</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Comptes d'ajustement	179	272
Charges constatées d'avance	1 085	989
Produits à recevoir	29 443	24 700
Divers	614	557
<b>Ventilation des comptes de régularisation Actif</b>	<b>31 321</b>	<b>26 518</b>

<b>Passif</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Comptes d'ajustement	14	11
Charges à payer	9 466	20 434
Divers	580	1 040
<b>Ventilation des comptes de régularisation Passif</b>	<b>10 060</b>	<b>21 485</b>

## 2.9. Dettes représentées par un titre

Répartition de l'encours par durée restante à courir

<b>Titres de créances négociables</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Inférieure à 3 mois	55 055	3 500
Comprise entre 3 mois et 1 an	0	0
Comprise entre 1 an et 5 ans	0	0
Supérieure à 5 ans	0	0
Dettes rattachées	92	12
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>55 147</b>	<b>3 512</b>

## 2.10. Provisions pour risques et charges

<b>Provisions pour risques et charges</b> (en milliers d'euros)	<b>Stock au 31/12/2024</b>	<b>Dotations 2025</b>	<b>Autres variations 2025</b>	<b>Variation de change 2025</b>	<b>Reprises utilisées 2025</b>	<b>Stock au 31/12/2025</b>
Provisions pour charge de personnel	2 281	1 515	0	-147	1 024	2 625
Provisions pour risque opérationnel	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	21	0	0	0	8	13
<b>TOTAL</b>	<b>2 302</b>	<b>1 515</b>	<b>0</b>	<b>-147</b>	<b>1 032</b>	<b>2 638</b>

## 2.11. Provisions réglementées

<b>Provisions réglementées</b> (en milliers d'euros)	<b>Stock au 31/12/2024</b>	<b>Dotations 31/12/2025</b>	<b>Reprises disponibles 2025</b>	<b>Reprises utilisées 2025</b>	<b>Stock au 31/12/2025</b>
<b>Opérations bancaires</b>					
Provisions pour risque à moyen terme	0	0	0	0	0

## 2.12. Capitaux propres

<b>POSTES</b> (en milliers d'euros)	<b>31/12/2024</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Augmentati on</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/12/2025</b>
Capital souscrit	50 000	0	0	0	50 000
Prime d'émission	0	0	0	0	0
Réserves légale	5 000	0	0	0	5 000
Autres réserves	0	0	0	0	0
Report à nouveau	283	-65	0	0	218
Provisions réglementées	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	92 837	-92 837	28 723	0	28 723
Acompte sur dividende	-77 672	77 672	-18 581	0	-18 581
<b>TOTAL</b>	<b>70 448</b>	<b>-15 230</b>	<b>10 142</b>	<b>0</b>	<b>65 360</b>

Le capital de LAZARD FRERES BANQUE est composé de 3 045 991 actions de 16,415 euros et est détenu à 99,99 % par la COMPAGNIE FINANCIERE LAZARD FRERES.

## 2.13. Montant de la contrevalet euros de l'actif et du passif en devises

<b>POSTES</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Actif (*)</b>	<b>42 113</b>	<b>49 041</b>
<b>Passif (*)</b>	<b>65 675</b>	<b>95 279</b>

(\*) La ventilation par nature de ces capitaux en devises est donnée, en partie, dans les notes 2.1 et 2.2

**2.14. Eléments complémentaires sur le hors-bilan**

Actifs donnés en garantie (en milliers d’euros)	2025	2024				
Opérations sur marchés à terme – clientèle – Bons du trésor	85	193				
Opérations de trésorerie Banque Centrale – Bons du trésor	0	0				
	85	193				
Actifs reçus en garantie (en milliers d’euros)	2025	2024				
Titres en garantie d’opérations sur le Matif	0	0				
	0	0				
Opérations de change au comptant en devises non encore dénouées (en milliers d’euros)	2025	2024				
Opérations réalisées de gré à gré						
Devises achetées non encore reçues contre €uro à livrer	16 932	41 966				
Devises vendues non encore livrées contre €uro à recevoir	111 869	140 705				
	128 801	182 671				
Opérations à terme en devises non encore dénouées (en milliers d’euros)	2025	2024				
Opérations réalisées de gré à gré						
Devises à recevoir contre €uro à livrer	232 905	267 210				
Devises à livrer contre €uro à recevoir	106 471	123 827				
Devises à recevoir contre devises à livrer	3 377	60 511				
Devises à livrer contre devises à recevoir	3 374	60 513				
	346 127	512 061				
Opérations sur instruments financiers à terme (en milliers d’euros)	2025	2024				
Opérations sur marchés organisés						
Futures de taux	0	200				
Futures sur indices	0	399				
Futures sur instruments de change	0	0				
	0	599				
Engagements donnés concernant les entreprises liées (en milliers d’euros)	2025	2024				
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0				
	0	0				
Instruments financiers à terme – Risques de contrepartie (en milliers d’euros)	2025			2024		
	Coût de remplacement au prix de marché	Risque potentiel futur	Equivalent risques pondérés	Coût de remplacement au prix de marché	Risque potentiel futur	Equivalent risque pondéré
Risques sur les établissements de crédit situés en zone A	219	7 712	2 221	366	10 778	3 120
Risques sur les établissements de crédit situés en zone B et sur la clientèle	101	5 990	8 527	572	7 278	10 990
	320	13 702	10 748	938	18 056	14 110

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthode réglementaire retenue pour le calcul des ratios prudentiels. Aucun accord de compensation ne vient minorer les totaux.

**2.15. Revenus des titres à revenu variable**

Revenus des titres à revenu variable (en milliers d'euros)	2025	2024
Actions et autres titres à revenu variable	4	3
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
	<b>4</b>	<b>3</b>

**2.16. Commissions**

<b>Produits</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Sur opérations avec la clientèle	22	27
Sur opérations de change	6	5
Relatives aux engagements sur titres	520	774
Relatives aux opérations sur instruments financiers	1	0
Sur prestations de services pour compte de tiers	23 155	21 563
	<b>23 704</b>	<b>22 369</b>

  

<b>Charges</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3	-1
Sur opérations avec la clientèle	0	0
Relatives aux opérations sur instruments financiers	-1	0
Sur prestations de services pour compte de tiers	-6 409	-10 017
	<b>-6 413</b>	<b>-10 018</b>

**2.17. Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés**

<b>Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Dotation aux provisions	-1	-3
Reprise de provisions	3	15
Moins-value de cession	-11	-5
Plus-value de cession	201	6 482
	<b>192</b>	<b>6 489</b>

**2.18. Autres produits d'exploitation bancaire**

<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Quote-part sur opérations faites en commun	18 106	16 765
Charges refacturées	9 061	8 649
Opérations allouées à la SEP	47 338	43 527
Produits accessoires	0	-4 026
Produits divers d'exploitation	140	273
	<b>74 645</b>	<b>65 188</b>

**2.19. Autres charges d'exploitation bancaire**

<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Charges sur opérations de promotion immobilière	0	0
Charges diverses d'exploitation bancaire	15	43
	<b>15</b>	<b>43</b>

**2.20. Frais de personnel**

<b>Frais de personnel</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Salaires et traitements	-19 504	-17 254
Charges sociales	-11 909	-11 467
Participation des salariés	-3 737	-6 238
Autres charges de personnel	-491	-619
	<b>-35 641</b>	<b>-35 578</b>
Rémunérations allouées aux organes de direction	(1)	(1)
Avances et crédits alloués aux organes de direction	0	0
Effectif moyen	168	162

(1) Non communiqué – Ne concerne principalement qu'un membre déterminé des organes de direction.

**2.21. Autres frais administratifs**

<b>Autres Frais administratifs</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Impôts et taxes (hors IS)	-13	-614
Redevances de crédit-bail et assimilées	0	3
Locations	-6 236	-5 590
Transport et déplacement	-485	-428
Honoraires	-13 547	-13 801
Autres TFSE	-14 274	-13 651
	<b>-34 555</b>	<b>-34 081</b>

**2.22. Dotations et reprises aux provisions pour risques et charges**

<b>Dotations et reprises aux provisions pour charges</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Dotations aux provisions pour risques	0	0
Reprises de provisions pour risques	0	31
Dotations aux provisions pour litige	0	0
Reprises de provisions pour litige	0	267
Dotations aux provisions pour charges	0	-11
Reprises de provisions pour charges	8	13
	<b>8</b>	<b>301</b>

**2.23. Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>		
Dotation aux provisions	0	0
Reprise de provisions	0	0
Moins-values de cession	0	0
Plus-values de cession	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations incorporelles et corporelles</b>		
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles	0	0
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles	0	0
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles	0	0
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles	0	3
	<b>0</b>	<b>3</b>
	<b>0</b>	<b>3</b>

**2.24. Résultat exceptionnel**

<b>Résultat exceptionnel</b> (en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Charges</b>		
Régularisation prorata TVA	0	-144
Charge sur risque opérationnel	0	0
Charge sur litige provisionné	0	-322
Divers	0	-68
	<b>0</b>	<b>-534</b>
<b>Produits</b>		
Régularisation prorata TVA	0	0
Reprise de provision pour risque opérationnel	0	0
Divers	0	0
Cession Immeuble Boulevard Haussmann	0	88 902
	<b>0</b>	<b>88 902</b>
	<b>0</b>	<b>88 368</b>

**2.25. Informations relatives aux charges et produits sur exercices antérieurs**

Les divers éléments sur exercices antérieurs sont ventilés dans le compte de résultat par nature de charges ou de produit.

Les principales rubriques concernées sont les suivantes :

Charges sur exercices antérieurs (en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Charges</b>		
Charges bancaires	0	0
Charges générales d'exploitation	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>
Produits sur exercices antérieurs (en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Produits</b>		
Produits bancaires	0	0
Divers	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>

**2.26. Informations relatives aux opérations réalisées avec des parties liées**

Désignation de la partie liée (en milliers d'euros)	Nature de la relation avec la partie liée	Autres informations	Montant des transactions réalisées avec la partie liée au cours de l'exercice
Compagnie Financière Lazard Frères	Mère	Prêt de Lazard Frères Banque : - montant nominal - intérêts à recevoir	16 000 144
Compagnie Financière Lazard Frères	Mère	Créances d'intégration fiscale (note 2.7)	2 782
Compagnie Financière Lazard Frères	Mère	Intérêts perçus sur prêt	608
Compagnie Financière Lazard Frères	Mère	Redevance administrative HT	100
SCI du 10 Avenue Percier	Filiale	Avance	3 327
SCI du 10 Avenue Percier	Filiale	Loyer	247

## IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société Lazard Frères Banque,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lazard Frères Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

**Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Lazard Frères Banque par l'assemblée générale du 29 avril 1998 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 28 avril 2000 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 28<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 26<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du code de commerce.**

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé par l'article L. 821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé par l'article L. 821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé par l'article L. 821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'Administration exerçant les missions du comité spécialisé visé par l'article L. 821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes  
Forvis Mazars SA  
Levallois-Perret, le 5 mai 2026  
Bertrand DESPORTES  
Associé

Deloitte & Associés  
Paris-La-Défense, le 5 mai 2026  
Marjorie BLANCLOURME  
Associée

## **V - Rapport de gestion**

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux est tenu à la disposition du public au siège social.